

## Thème 1 – Fiche F9

### Compléments d'information diaporama Responsabilités de l'employeur

4 types de responsabilités, en deux catégories potentiellement engageables en termes de santé au travail :

- la responsabilité pénale et civile s'engage devant l'ordre judiciaire.  
Le tribunal pénal sert à condamner un comportement fautif de l'employeur ; et le tribunal civil permet d'obtenir l'indemnisation du préjudice (sans sanction pénale). Dans le cadre d'une procédure pénale, la victime ou ses ayants-droits peuvent se constituer parties civiles pour demander l'indemnisation directement au pénal, c'est-à-dire la réparation du préjudice, en même temps que la condamnation.
- La responsabilité administrative fait suite à un recours en plein-contentieux devant le tribunal administratif et permet d'obtenir aussi une indemnisation devant le juge administratif ;
- La procédure disciplinaire peut être engagée par l'employeur.

**Thème 1 et Moment 2 :**  
**Les responsabilités de l'employeur et de ses représentants**  
T1 – F8

Deux grandes catégories de responsabilités :

- Les responsabilités indemnitaires
- Les responsabilités sanctionnatrices

Pour les responsabilités indemnitaires, il s'agit :

- de la responsabilité administrative
- de la responsabilité civile

Pour les responsabilités sanctionnatrices, il s'agit :

- de la responsabilité pénale
- de la responsabilité disciplinaire

Même sans faute, la responsabilité de l'administration peut être recherchée du seul fait que l'accident a lieu pendant le service.

**Thème 1 et Moment 2 :**  
**La responsabilité administrative de l'employeur**

L'administration est soumise au **principe de responsabilité**, qui l'oblige à réparer les dommages ou préjudices causés par son activité ou celle de ses agents. Un recours de plein-contentieux doit alors être formé devant le tribunal administratif. **Deux types de responsabilités** :

- **Responsabilité pour faute** : la victime doit alors démontrer une faute (simple ou lourde selon les cas) de l'administration.
- **Responsabilité sans faute** : il faut seulement prouver que le dommage est en lien avec une activité de l'administration, qui n'a pas commis de faute pour autant.

Par exemple, un agent des espaces verts qui se blesse lors de son service avec sa tronçonneuse, sans qu'aucune négligence ne puisse être reprochée à l'administration ou aux élu-e-s.

Au niveau du droit pénal, les **infractions spécifiques** ont en commun d'être mises au service de la prévention des accidents du travail. Elles sont constituées une fois constaté le comportement dangereux prévu et réprimé par la loi (non respect des prescriptions), sans qu'il faille attendre que le risque ainsi créé ne se transforme, que l'accident ne se produise. C'est **un droit pénal spécial de la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles**.

Par exemple, l'article L. 4121-3 du Code du travail prévoit que l'employeur doit évaluer les risques pour la sécurité et la santé des travailleurs, c'est-à-dire d'établir un DUERP.

Mais bien que les règles prescriptives en matière de santé au travail (livres I à V Code du travail) s'appliquent aux collectivités locales, leur répression pénale (livre VII, non-applicables à la FPT) ne peut être engagée contre un employeur local pour simple défaut du respect ces prescriptions).

Par exemple, une entreprise privée qui n'aura pas réalisé son DUERP sera soumise, d'après l'article R4741-1, à une amende prévue pour les contraventions de 5ème classe (1500€ pour une personne physique, 7500€ pour une personne morale). Une mairie qui n'aura pas réalisé son DUERP ne sera pas soumise à cette condamnation pénale.

**Thème 1 et Moment 2 :**  
**La responsabilité pénale de l'employeur**

**LES INFRACTIONS PENALES SPECIALES DU CODE DU TRAVAIL :**  
**4° PARTIE LIVRE VII TITRE IV**

Les **infractions spécifiques** constituent un **droit pénal spécial de la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles**. Le seul non-respect des prescriptions du code du travail en matière santé pourra justifier une sanction contre un employeur privé.

Mais **seul les livres I à V de la quatrième partie du code du travail s'applique aux collectivités locales**.

Une collectivité locale ne pourra donc être poursuivie sur le fondement de ces dispositions pénales du code du travail. Mais elles pourront appuyer la poursuite de l'employeur dans le cadre des infractions prévues au code pénal lui-même, devant le tribunal correctionnel.



En résumé, un employeur privé pourra être sanctionné pour la simple création du risque, alors que la responsabilité de l'employeur public ne pourra être engagée qu'en cas d'accident.

Ainsi, **en cas de survenue d'un accident**, le non-respect des prescriptions pourra appuyer et aggraver des poursuites pénales devant le tribunal correctionnel, sur la base des infractions réprimées par le code pénal, soit la mise en danger d'autrui ou l'imprudence.

**Thème 1 et Moment 2 :**  
**La responsabilité pénale de l'employeur**



**LES INFRACTIONS GENERALES DU CODE PENAL :**

**LA MISE EN DANGER D'AUTRUI**

=> Article 223-1 du Code pénal

puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende.

**LES INFRACTIONS D'IMPRUDENCE**

=> Article 221-6 du Code pénal

puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.

ou de cinq ans d'emprisonnement et à 75 000 euros d'amende, en cas de violation manifestement délibérée d'une obligation particulière de prudence ou de sécurité.

Mais il existe des recommandations (donc sans force juridique) de divers organismes, dont le non-respect pourra aggraver la responsabilité de l'employeur, en cas d'imprudence (qui est une infraction pénale).

**Thème 1 et Moment 2 :**  
**La responsabilité pénale de l'employeur**



**LES DISPOSITIFS SPECIFIQUES ET RECOMMANDATIONS DIVERSES**

- Régime spécifique à la prévention et à la sanction du harcèlement au travail (loi du 9 juillet 2010) ;
- Recommandations de divers organismes :  
INRS, CNAM, CNRACL, CARSAT etc.  
bien que celles-ci n'aient pas de valeur normative.

La violation d'une recommandation pourra être qualifiée de « **faute caractérisée** » autour de l'infraction d'imprudence, à condition que son auteur avait eu connaissance (ou aurait dû avoir connaissance) de cette recommandation.

Il sera aussi possible de **renforcer le caractère normatif** de ces recommandations **si une collectivité venait à les incorporer dans un règlement intérieur**, notamment par voie de délibération.

L'autorité territoriale est tenue pour responsable présumé en cas de constitution d'infraction, car en tant que 1<sup>er</sup> magistrat il est chargé veiller à la protection de ses agents (décret n° 85-603 relatif à la santé au travail dans la fonction publique territoriale). Mais cette présomption de culpabilité générale de l'employeur n'empêche pas de rechercher la responsabilité d'autres agents.

## Thème 1 et Moment 2 :

### Responsabilité pénale de l'employeur et imputation

Le juge pénal tient l'autorité territoriale pour responsable de principe des infractions pénales

= **présomption générale de responsabilité du Maire/Président**

Su la base de

l'article 2-1 du décret 85-603 dispose que

« les autorités territoriales sont chargées de veiller à la sécurité et à la protection des agents placés sous leur autorité ».

**L'inertie de l'autorité territoriale, face à des alertes, va renforcer sa responsabilité.**



C'est pourquoi il est important que les mandaté-e-s F3SCT et le syndicat multiplient les signalement et alertes (sous forme de mentions au registre de sécurité, de courriers à l'autorité territoriale, de tracts, de points à l'ordre du jour des réunions d'instance, etc.). Ainsi, si l'autorité territoriale ne réagit pas, ne respecte toujours pas ces obligations légales et réglementaires de protection, le jour où un accident avec des dommages survient, sa responsabilité sera proportionnellement aggravée. Le syndicat aura les preuves de l'inertie de l'employeur malgré les multiples alertes. Il sera alors condamné plus lourdement sur le plan pénal, et l'indemnisation du préjudice subie par l'agent sera renforcée. Pour le résumer trivialement, il va prendre « plus cher ». Le syndicat ne va pas le loupier, il aura toutes les munitions contre l'employeur, il doit anticiper et accumuler les cartouches en prévision de la survenue d'un accident,

En supplément de l'engagement de la responsabilité personnelle de l'employeur, est désormais possible d'engager la responsabilité pénale d'une collectivité, en tant que personne morale, devant le tribunal correctionnel, pour les activités susceptibles d'être déléguées au secteur privé (soit la plupart des activités des collectivités, exceptées l'éducation et la police).

## Thème 1 et Moment 2 :

### La responsabilité pénale de la collectivité

#### Article 121-2 du Code pénal

- Les personnes morales, à l'exclusion de l'Etat, sont responsables pénalement (...) des infractions commises, pour leur compte, par leurs organes ou représentants.  
**Les amendes prévues sont alors multipliées par cinq !**
- La responsabilité pénale des personnes morales n'exclut pas celle des personnes physiques auteurs ou complices des mêmes faits.
- Mais le juge pénal tend à faire absorber la responsabilité de la personne physique par celle de la personne morale, et la condamne exclusivement. **Il est donc préférable, syndicalement, d'exercer un recours contre les personnes physiques (et en premier lieu les élus en tant qu'autorité territoriale).**



### Exemple de jurisprudence :

**Selon la Cour de cassation**, « l'obligation incombant à la région de mettre les machines affectées à l'enseignement en conformité avec les prescriptions légales et réglementaires relatives à la sécurité des équipements de travail, participe du service de l'enseignement public,

et n'est, dès lors, en raison de sa nature même, pas susceptible de faire l'objet de convention de délégation de service public » et donc d'engager la responsabilité pénale de la Région. Cass. crim., n° 00-87.705, 11 déc. 2001.

A l'inverse, **une Commune et une entreprise de travaux électriques** ont été condamnées pénalement en tant que personnes morales suite à un accident du travail intervenu lors d'une opération de maintenance électrique dans un théâtre municipal ; il leur était reproché le défaut de plan de prévention prescrit dans ce cas par le Code du travail., puisque cette activité était susceptible d'être déléguée au secteur privé.

La peine d'amende est alors multipliée par cinq ! Sur la base des montants prévus dans les articles du code pénal (mise en danger d'autrui et imprudence), vus précédemment.

A la différence de la personne morale, la responsabilité personnelle du Maire ou d'un autre agent engagera ses derniers propres. Ainsi, malgré l'amende multipliée par cinq pour les personnes morales, la responsabilité personnelle est bien plus dissuasive car le Maire payera « de sa poche ».

L'agent lui-même, et a fortiori un mandaté F3SCT en ce qui concerne la santé au travail, a un devoir, **et même une obligation**, de signalement auprès des autorités judiciaires, en cas d'infraction : le fameux article 40 du code de procédure pénal qui s'applique à tous les fonctionnaires !

## Thème 1 et Moment 2 : **La responsabilité du fonctionnaire**



### Article 40 du Code de procédure pénale

- Le procureur de la République reçoit les plaintes et les dénonciations et apprécie la suite à leur donner conformément aux dispositions de l'article 40 -1.
- Toute autorité constituée, **tout** officier public ou **fonctionnaire qui**, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance d'un crime ou d'un délit **est tenu d'en donner avis sans délai au procureur de la République** et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès -verbaux et actes qui y sont relatifs.